

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, mon directeur général négocie directement avec la municipalité. Le coût se situe aux environs de 200 000 \$.

Au sujet des conditions préalables, je dois dire que je suis heureux que vous m'ayez posé la question parce que je crois que cela fait partie intégrante des négociations.

• (1430)

Le conseil mohawk de Kanasatake a émis un communiqué disant que l'agrandissement du cimetière a été suspendu à la demande d'Ottawa. Je suis très heureux que les Mohawks aient arrêté les travaux, ce qui témoigne de leur volonté de négocier.

Je le répète, nous ne créons pas de crise. Notre parti est déterminé à décomposer le problème en ses différents éléments et à régler chacun à tour de rôle. Je suis encouragé par les récents développements.

[Français]

M. Michel Gauthier (Roberval): Monsieur le Président, ma question additionnelle s'adresse au ministre des Affaires indiennes.

Peut-il nous dire s'il entend donner suite à la demande pressante du gouvernement du Québec qui souhaite être associé comme partenaire à la négociation ou compte-t-il mener seul ces négociations en ignorant la demande du gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, il est impérieux que le gouvernement du Québec soit à la table des négociations avec les Mohawks et le gouvernement du Canada, ainsi qu'avec le médiateur et le négociateur, tous deux très compétents, qui sont déjà au travail.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Ray Speaker (Lethbridge): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Nous avons reçu hier des signaux économiques contradictoires: les taux d'intérêt sont à la hausse, et le taux de croissance du PIB augmente. Le ministre reconnaît-il que les taux d'intérêt plus élevés causés par l'incertitude qui règne au sujet du Québec menacent d'étouffer toute relance économique? Comment le ministre se prépare-t-il à réagir devant cette situation?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, les chiffres très encourageants que le député a cités pour le mois de mars portent sur une période où les taux d'intérêt étaient à la hausse. Par ailleurs, comme le député le sait, la relance a débuté à un moment où les taux d'intérêt étaient en fait supérieurs à ce qu'ils sont actuellement.

Par conséquent je crois qu'il est très clair que la relance au Canada est suffisamment bien amorcée dans la plupart des secteurs de l'économie, certainement dans ceux qui créent des emplois comme le secteur manufacturier, pour qu'elle ne soit pas entravée par la hausse des taux d'intérêt.

Pour ce qui est de l'incertitude créée par les déclarations faites par certaines personnes qui poursuivent un objectif politique douteux, il ne fait pas de doute selon moi que ces déclarations nous font perdre des emplois.

Je crois qu'on devrait lancer un appel à tous les dirigeants politiques pour qu'ils renoncent vraiment à toute démarche ayant pour effet de priver des Canadiens de leur gagne-pain.

M. Ray Speaker (Lethbridge): Monsieur le Président, je suis certainement satisfait de la réponse que j'ai reçue du ministre parce que c'est tout à fait vrai que ces déclarations nuisent à notre croissance économique, ce qui a même été reconnu par des économistes principaux de la firme Wood Gundy, dont Patty Croft, qui a été très claire à ce sujet hier.

Les taux d'intérêt élevés, qui semblent être une conséquence du débat séparatiste, menacent l'objectif du gouvernement qui est de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. Je crois que cette menace est réelle.

Le ministre et le gouvernement sont-ils prêts à réduire davantage les dépenses et à modifier le budget afin d'atteindre leur objectif, et peuvent-ils nous assurer qu'il le feront?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à la Chambre, nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre notre objectif.

La crédibilité des projections économiques du gouvernement est extrêmement importante si nous voulons rétablir un certain équilibre sur les marchés publics. Nous allons atteindre notre objectif et ferons tout ce qu'il faut pour y arriver.

Le Président: Je rappelle à mes collègues de ne jamais m'oublier dans leurs questions ni dans leurs réponses.

* * *

• (1435)

[Français]

LES FRANCOPHONES DE KINGSTON

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Monsieur le Président, les professeurs du Collège militaire de Saint-Jean qui pourraient être transférés à Kingston sont très inquiets de la qualité des services d'éducation en français que recevront leurs enfants à Kingston. Le quotidien *Le Devoir* d'aujourd'hui fait état des propos de leur porte-parole qui dit à ce sujet, et je cite: «On se croirait au tiers monde; l'école loge dans des baraquements dépourvus de toilettes et d'eau courante, et cela, depuis 6 ans.»